

PROGRAMME ASIE

L'INDONÉSIE, PUISSANCE ÉCONOMIQUE EN DEVENIR

PAR AURÉLIE SEGUIN

ANALYSTE STRATÉGIQUE, ÉTUDIANTE À IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2019

ASIA FOCUS #104

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont organisé leur réunion annuelle en octobre 2018 sur l'île de Bali, en Indonésie. C'est la première fois que l'Indonésie, la première économie d'Asie du sud-est, la troisième démocratie de la planète (en nombre) et le quatrième pays le plus peuplé au monde avec 261 millions d'habitants dont la moitié a moins de trente ans, dont 18% sont issus de la « classe moyenne consommatrice »¹ - un chiffre qui devrait doubler dans les dix prochaines années - accueille des organisations internationales financières et du développement pour leur sommet annuel. En tant que l'un des membres fondateurs de l'ASEAN, seizième pays le plus riche du monde en 2018 et qui fera partie des dix principaux PIB mondiaux en 2030, il est dès lors intéressant de questionner dans quelles mesures ce Sommet accorde-t-il une réelle importance à l'Indonésie au sein de la zone Asie du Sud-Est et sur la scène internationale ?

L'INDONÉSIE, UNE ÉCONOMIE PLUS FORTE, SOLIDE ET PLUS DYNAMIQUE VINGT ANS APRÈS LA CRISE

En 1997-1998, une grave crise financière sans précédent s'abat sur l'Asie, touche fortement l'Indonésie, qui fait défaut sur sa dette souveraine et plonge le pays dans une crise monétaire. Le FMI réagissait alors de manière très sévère à l'encontre de la zone Asie du sud-est et de l'Indonésie. Cette crise financière régionale aux conséquences internationales révélait un manque d'accompagnement des politiques économique et budgétaire dans le pays. En 1998, l'Indonésie connaissait un déficit public sans précédent à hauteur de 90% ainsi qu'une inflation galopante.

¹ Cette catégorie ici est définie comme gagnant entre 4 et \$20

Entre 2008 et 2017, le pays connaît une situation économique avec une croissance exceptionnelle qui s'élève à 5,3%, un taux supérieur à deux points de celui de l'inflation, 3,5%. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant a depuis été multiplié par trois en vingt ans. En 2018, le PIB de l'Indonésie a augmenté de 8% sur un an pour s'élever à 1092 milliards de dollars soit 81 milliards de plus qu'en 2017 selon le FMI. Le PIB indonésien représente environ 40% du PIB de l'ASEAN et le pays se classe au rang de seizième économie mondiale en 2018. En 2030, selon les prévisionnistes, l'Indonésie deviendrait la dixième économie mondiale.

En 2019, la croissance devrait rester forte, 5,4% du PIB grâce notamment à la croissance urbaine et démographique qui fait émerger une classe moyenne indonésienne représentant 54% du PIB. Cette dernière augmente de 2,5 millions d'individus/an². La demande intérieure permettra dès lors cette forte croissance. 54,47% de la population indonésienne est désormais urbaine. Quant à la pauvreté, elle a été divisée par deux soit 11%. Les taux des inégalités et de la pauvreté sont alors en fort repli grâce à l'efficacité des politiques publiques.

En 2018, l'Agence de notation Moody's considère la situation macroéconomique de l'Indonésie assainie (notée BBB+) comme de qualité moyenne et résiliente³ apte à faire face aux chocs économiques tant sur le plan des finances publiques que des comptes extérieurs. Le pays a su développer des politiques économique et budgétaire qui ont contribué au redressement de son économie de sa croissance. Cependant l'Indonésie a des défis majeurs à relever pour sortir de la catégorie des pays à revenu intermédiaire et réduire les populations en situation de vulnérabilité.

En 2014, l'élection du candidat du peuple Joko Widodo « Jokowi » a permis de conduire cette politique de réformes visant à moderniser les infrastructures, à améliorer la

² Indonésie, Nouveau Grand, Editions Choiseul, Géo économie, Arif Havas Oegroseno, Entretien réalisé par Alexandre Shoepfer 2013/4 n°67 p.141 à 151

³ Moody's Investor Service, « Rating Action : Moody's upgrades Indonesia's rating to Baa2, changes outlook to stable » Moodys.com 13 avril 2018

situation des classes défavorisées ainsi qu'à déréglementer et ouvrir l'économie aux investisseurs étrangers. En effet, le manque d'infrastructures bride la croissance du pays avec des contraintes géographiques fortes. L'amélioration du capital humain par la formation et l'éducation est une condition sine qua none au développement du pays. Enfin, le pays doit diversifier ses exportations (caoutchouc, charbon, industrie manufacturière) qui dépendent fortement aujourd'hui des matières premières.

Cette politique de réformes a permis cette stabilité politique et économique des marchés qui s'est combinée à une démographie grandissante. L'actuel gouvernement a su mettre en œuvre une politique financière, monétaire et fiscale. Le plan d'amnistie fiscale lancé en juin 2016 a permis de rapatrier l'équivalent de 11 milliards \$ US entre juin et octobre pour un objectif affiché de 77 milliards \$ US avant mars 2017, ce qui a néanmoins provoqué des frictions avec Singapour, où est placée la majorité des capitaux évadés⁴.

Ce rapatriement des capitaux étrangers, des paradis fiscaux et cette collecte de l'impôt seront renforcés et permettront alors de régler les dépenses de reconstruction des dégâts due aux catastrophes climatiques (tsunamis en 2018), du contrôle des prix de l'énergie et des élections présidentielles d'avril 2019. Néanmoins, il va sans dire que cette politique fiscale affaiblit les investissements publics. L'Indonésie peine à augmenter la part d'investissements étrangers dans son économie. Le stock d'IDE entrant s'élève à 235 000 milliards \$ US soit 5,64% de variation en 2016.

Les élections présidentielles d'avril prochain devraient également maintenir l'inflation grâce à la stabilité des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le secteur minier et l'industrie manufacturière profiteront alors de cette dynamique. Le secteur industriel contribue à presque 41% du PIB et emploie 22,4% de la main d'œuvre indonésienne. Malgré ce protectionnisme qui n'encourage pas les investisseurs et la demande chinoise

⁴ L'Asie du Sud Est 2017 Bilan enjeux et perspectives IRASEC, Indonésie Normalisation de la politique de Joko Widodo, Delphine Allès p.194

mondiale qui ralentit, les pouvoirs publics devraient poursuivre à investir dans le programme d'infrastructures publiques lancé en 2016 par l'administration Jokowi pour attirer les capitaux étrangers dans les secteurs comme la santé et l'éducation.

L'enjeu du gouvernement actuel est que cette croissance spectaculaire du pays soit forte et inclusive. L'Indonésie a d'ailleurs un « Grand Plan pour l'expansion et l'accélération de la croissance économique » jusqu'en 2025 dont l'ambition est de stimuler l'investissement à grande échelle pour encourager la croissance économique. En 2018, seulement 26 projets sur 225 auraient été terminés et la moitié des 327 milliards \$ US aurait été collectés. Cette croissance économique invite alors les entreprises internationales à investir dans le pays. Quant à l'environnement des affaires, il s'est amélioré depuis 2016 dans le pays même s'il est encore mauvais. L'Indonésie se place au 73^{ème} rang au classement Doing Business en 2019.

Malgré des résultats positifs en terme macroéconomique, il reste encore des lacunes en termes d'infrastructures, de défis sur le marché du travail avec un niveau élevé de travail informel et de chômage chez les jeunes et les plus démunis soit 5,4%. La lutte contre la corruption et la bonne gouvernance sont aussi des priorités du gouvernement ainsi que la protection de son environnement et les questions de sécurité.

Cette stabilité macroéconomique sur le long terme serait privilégiée à la croissance sur le court terme par la Banque centrale indonésienne. Cette dernière serait plus attentive à la roupie indonésienne. Quant au déficit budgétaire du pays, il a une limite constitutionnelle de 3% et la consommation intérieure représente 80% de l'économie indonésienne⁵.

L'économie indonésienne est en bonne santé grâce à une croissance soutenue⁶ due à une politique d'investissements de l'État et à la hausse des matières premières. Néanmoins

⁵ Le secteur minier indonésien sous la Présidence Jokowi, Anaëlle Renou, Asia Focus#92, nov.2018

⁶ Banque Mondiale, *Indonesia Economic Quartely : Towards Inclusive Growth*, World Bank, mars 2018

l'Indonésie est très dépendante des fluctuations des marchés. La dette publique sera alors maintenue à un niveau bas grâce à un contrôle du déficit public à la baisse. Néanmoins, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire mondiale, le gouvernement pourrait avoir des difficultés à trouver des liquidités à des taux d'intérêt faibles pour continuer à financer ses investissements.

LE PAYS EST UNE ÉCONOMIE ÉMERGENTE EN FORTE CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUI SOUHAITE RENFORCER SON INFLUENCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Cette présence sur la scène internationale passe par des investissements dans les infrastructures notamment par le renforcement de partenariats économiques internationaux.

En 2005-2006, certains ont déjà été signés avec la Chine (1^{er} fournisseur et 1^{er} client), le Japon (1^{er} investisseur, 2^{ème} fournisseur et 1^{er} bailleur de fonds), les États-Unis (2^{ème} investisseur et 5^{ème} fournisseur) et l'Inde qui sont les quatre principaux partenaires économiques de l'Indonésie. En 2017, les principaux fournisseurs du pays sont la Chine qui passe de la dixième à la quatrième place en multipliant par cinq ses investissements entre la première moitié de 2015 et 2016 (22,7%), les États-Unis (11,2%), Singapour (10,7%) et le Japon (9,6%).

Les échanges entre la France et l'Indonésie sont encore modestes. La France est le 9^{ème} investisseur étranger dans le pays et de nombreuses entreprises françaises occupent une position de leader sur leur marché respectif (aéronautique, maritime, cosmétique).

L'Union européenne et l'Indonésie dialoguent à cet effet pour renforcer leurs échanges dans le cadre d'un partenariat stratégique. Des négociations sont en cours sur un accord de libre-échange des biens et services afin d'augmenter leurs échanges commerciaux. Dans cet accord, les investissements seront possibles à des tarifs faibles et seront régis

par un cadre réglementaire strict pour développer des relations économiques saines et pérennes.

Cet accord concernera le développement durable, les énergies renouvelables, la lutte contre le financement du terrorisme, l'évasion fiscale, la taxation du numérique, la protection des investissements, la propriété intellectuelle, les marchés publics et les règles sanitaires. La question de l'huile de palme est un sujet sur lequel portent actuellement les négociations afin de promouvoir une huile de palme labélisée et qui contribue à la reforestation. Cet accord permettrait de maintenir un taux de croissance de 6%, de diminuer la pauvreté et d'investir dans les infrastructures régionales. Un tel accord a déjà été signé entre l'Union européenne, le Vietnam et Singapour.

Pour exemple, en novembre 2015, l'Indonésie avait conclu un accord avec l'Union européenne sur la mise en œuvre de l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT) visant à lutter contre la déforestation illégale au travers d'une gestion forestière durable. Ceci a permis à l'Indonésie de devenir le premier pays au monde à bénéficier d'une exemption d'inspection préalable destinée à assurer que son bois est en conformité avec les réglementations de l'UE. Depuis le commencement du programme FLEGT, l'Indonésie a exporté plus d'un milliard USD de bois et produits dérivés certifiés vers les pays européens.

L'Indonésie, première économie la plus peuplée de l'ASEAN et l'un des membres fondateurs de cette organisation doit aussi renforcer son image régionale au sein du marché unique de cette alliance pour avoir accès à un marché de 2,4 trillions \$ US. Elle est le seul membre issu de l'association régionale à participer au G20, le principal forum pour la coopération économique internationale. Le pays doit d'autant plus s'assurer de maintenir l'équilibre régional.

Ce maintien doit aussi s'assurer par le renforcement de la coopération économique avec l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC). L'un des principaux défis pour le pays sera

de ne pas perturber l'équilibre géoéconomique en Asie et dans le Pacifique pour contribuer à maintenir la stabilité dans cette région du monde.

Par ailleurs, l'Indonésie est l'une des nombreuses économies non membres de l'OCDE avec lesquelles l'organisation entretient des relations de travail en sus des 30 pays membres. Une résolution vise à renforcer la coopération avec l'Indonésie et d'autres pays dans le cadre d'un programme d'Engagement renforcé pour une future adhésion. Cette résolution appelle également à développer les relations entre l'OCDE et l'Asie du Sud-Est.

Cette stabilité économique régionale dépend aussi des bonnes relations commerciales entre la Chine et les États-Unis qui ont des incidences sur le prix des ressources naturelles et sur la solidité de l'Indonésie.

Le pays a su s'adapter à la volatilité de sa monnaie par rapport à d'autres économies émergentes de la zone. Une nouvelle politique monétaire de la FED a augmenté les taux d'intérêt au vu d'un prix du baril de pétrole à la baisse. Les exportations indonésiennes dépendent donc fortement des hydrocarbures et des ressources naturelles ; sa balance commerciale s'est ainsi réduite de 5 milliards \$ US. L'Indonésie est d'ailleurs le seul pays asiatique membre de l'OPEP : son adhésion a été réactivée en janvier 2016 après une suspension de sept années. Le pays est cependant toujours un importateur net de pétrole.

Le déficit de la balance commerciale reste alors élevé du fait de cette forte dépendance à la facture pétrolière qui ne sera pas compensée par celle des exportations de pétrole brut et de gaz. La diversification de son économie de services est alors une clé à son développement ainsi que la création d'infrastructures. La croissance des importations de biens d'équipements dans le cadre de cette politique de développement des infrastructures ne sera cependant pas compensée par la croissance des exportations de marchandises.

Enfin, le tourisme en Indonésie pourrait avoir de beaux jours devant lui. L'objectif fixé par les autorités est d'accueillir plus de vingt millions de touristes internationaux en 2019. Le

nombre de touristes a presque triplé en dix ans. Si le gouvernement a la main mise sur la stratégie touristique, il devrait créer des passerelles pour la protection de son environnement pour mieux protéger son patrimoine naturel.

L'Asie du Sud-Est est présentée comme le laboratoire des investissements asiatiques et des luttes d'influence. Il semble cependant nécessaire de prêter attention à l'évolution des régimes politiques au sein de l'ASEAN.

Le cas de l'Indonésie, pays le plus important de la zone, est à la fois une lueur d'espoir et un sujet d'inquiétude, compte tenu de la corruption rampante, des problèmes structurels et de la dépendance aux puissances étrangères très présentes dans l'exploitation des ressources naturelles. Si le recul de la démocratie est souvent évoqué à l'échelle mondiale, il est tout particulièrement préoccupant en Asie du sud-est, où le modèle de gouvernance proposé par la Chine, principal partenaire de l'investisseur, semble plus attractif que les perspectives d'un développement associé à la démocratisation⁷.

L'Indonésie poursuit alors son chemin de réformes pour renforcer sa gouvernance démocratique, pour faire respecter l'État de droit et pour lutter contre la corruption. L'Indonésie est passée de la 107^{ème} place mondiale en 2014 à la 88^{ème} en 2015 sur 175 pays selon le classement publié en 2016 par l'ONG Transparency International⁸.

L'enjeu pour le pays est alors de renforcer sa présence, son ambition et son influence sur la scène internationale. Le centre d'études stratégiques de La Haye (HCSS)⁹ offre une grille de lecture pertinente pour analyser la place de l'Indonésie sur la scène internationale malgré ces multiples défis. L'Indonésie fait partie des États pivots et pourrait tendre vers une sphère d'influence comme la Chine, la Russie, l'Europe, les États-Unis en tant que puissance régionale émergente.

⁷ Incertaines restructurations régionales Barthélémy Courmont p.263

⁸ L'Asie du Sud Est 2017 Bilan enjeux et perspectives IRASEC, Indonésie Normalisation de la politique de Joko Widodo, Delphine Allès p.195

⁹ Tim Sweijts et alii, Why are pivot State so Pivotal ? The role of pivot States in regional and global security, The Hague Centre for Strategic Studies 2014 en ligne

Grâce à ce vaste programme lié au développement des infrastructures et aux réformes fiscales qui ont engendré des progrès économiques, l'Indonésie devrait poursuivre ses réformes avec la réélection du Président indonésien, qui jouit d'une grande popularité, lors des prochaines élections nationales en avril 2019. Néanmoins, le candidat devra faire face à la contestation des populations rurales qui ne souhaitent pas la stabilité des prix des denrées agricoles ; le secteur agricole contribue à 14% du PIB et 31% de la population qui y travaillent. Le candidat sera aussi confronté à l'insécurité radicale des musulmans ultra-conservateurs qui soutiennent son opposant Prabowo Subianto, issu du sérail militaire et du monde des affaires.

Lors des prochaines élections nationales en avril prochain 2019, l'Indonésie testera la voie de la démocratisation. Le pays apparaît néanmoins comme un pôle de relative stabilité dans une région en proie à de nombreuses incertitudes et contestations politiques.¹⁰ ■

¹⁰ Patrick McDowell, Ben Otto et Anita Rachman « Indonesia President navigates cautious course in tense South China Sea », The Wall Street Journal

ASIA FOCUS #104

L'INDONÉSIE, PUISSANCE ÉCONOMIQUE EN DEVENIR

PAR AURÉLIE SEGUIN / ANALYSTE STRATÉGIQUE, ÉTUDIANTE À IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org